



**ARRÊTÉ MODIFICATIF**

portant autorisation environnementale  
d'une installation classée pour la protection de l'environnement  
SCEA LE COSQUER à Lohuec

Le préfet des Côtes d'Armor  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** la directive européenne 2010/75/UE du Parlement Européen et du Conseil pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs ;
- Vu** la décision d'exécution 2017/302 de la commission européenne du 15 février 2017 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du conseil pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs ;
- Vu** le Code de l'environnement et ses annexes ;
- Vu** l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale, notamment l'article 15 ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret du 30 mars 2022 portant nomination de M. Stéphane ROUVÉ, Préfet des Côtes d'Armor ;
- Vu** le décret du 23 juin 2022 portant nomination de M. David COCHU, Secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101, 2102 et 3660, de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 23 mars 2017 portant modification des prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des ICPE ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2008, modifié le 22 janvier 2014, autorisant la SCEA LE COSQUER à exploiter au lieu-dit « Le Cosquer » à Lohuec, un élevage avicole ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 2 août 2018 modifié établissant le sixième programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2022 portant délégation de signature à M. David COCHU, Secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor ;
- Vu** l'arrêté préfectoral de prescriptions spéciales du 31 janvier 2023 portant suspension de l'activité de poules pondeuses de la SCEA LE COSQUER ;

**Vu** la demande présentée le 7 mars 2023 par la SCEA LE COSQUER en vue d'effectuer :

- la mise à jour des conditions d'exploiter l'élevage avicole

**Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 21 mars 2023 ;

**Considérant** que la demande présentée prévoit des mesures compensatoires permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le Code de l'environnement ;

**Considérant** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;

**Considérant** que l'examen des caractéristiques du projet eu égard aux critères définis à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011 ne conduit pas à conclure à la nécessité de soumettre le projet à évaluation environnementale ;

**Considérant** que les travaux à faire pour respecter l'article 3 de l'arrêté préfectoral de suspension d'activité en date du 30 janvier 2023 ont été réalisés à savoir :

- raccordement du convoyeur de sortie des fientes du poulailler P2 au hangar H2 de stockage des fientes,
- remise en état de l'ensemble des convoyeurs du site,
- remise en état des fosses géomembrane de récupération des eaux souillées et identification des réseaux de collecte des eaux pluviales et des eaux souillées ;

**Considérant** que les effluents seront repris à la fréquence de 2 fois par mois pour les poulaillers P2 et P3 ;

**Considérant** que l'exploitant indique dans son dossier qu'un nouveau système de séchage de fientes avec un équipement en volière concernant les poulaillers P2 et P3 est envisagé pour 2024.;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor,

## **ARRÊTE :**

### **Article 1er : Bénéficiaire et portée de l'autorisation**

1.1. - La SCEA LE COSQUER, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé au lieu-dit «Le Cosquer» sur la commune de LOHUEC, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter à cette adresse, un élevage de poules pondeuses dont la capacité maximale est de 66 000 emplacements, pour une durée maximale de deux ans, sous réserve de limiter la quantité d'azote produite à 28 776 UN/an et la quantité de phosphore à 25080 UP2O5/an.

### **Article 2 : Nature des installations**

2.1. - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :

Rubrique	Alinéa	A, E, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil de critère	Unité de critère	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
3660	a)	A	Elevage intensif	Elevage de volailles	Nombre total d'emplacements	> 40000	1 place = 1 emplacement	66000	Emplacements

A : (autorisation) ; E (enregistrement) ; DC (déclaration en contrôle périodique) ; D : (déclaration) ; NC : (non classé)

## 2.2. - Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et sections suivantes :

Commune	Type d'élevage	Section	Parcelles
LOHUEC	Avicole	C3	735, 854, 861, 814

## 2.3. - Conformité au dossier de demande d'autorisation

L'installation et ses annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

### Article 3 : Prescriptions particulières concernant l'élevage de volailles :

#### 3.1. - Conduite d'élevage

Les modalités d'élevage suivantes sont appliquées :

Poulaillers	Mode d'élevage	Nature des effluents produits
P2	CAGES	FIENTES
P3	CAGES	FIENTES

Hangar de stockage :

Bâtiments	Superficie en M2	Rattaché au poulailler
H2	420	P2
H1	300	P1

3.2. - Tout projet de modification de l'installation, de son mode d'exploitation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

3.3. - Toutes les eaux usées (sas, etc...) y compris celles du lavage des poulaillers entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur du poulailler seront collectées et traitées ou épandues. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

3.4. - L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire.

3.5. - L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des rongeurs.

#### **Article 4 : Prescription sur le transfert des déjections**

4.1. - Une convention est établie avec la société DORAVEN qui assure la reprise de 1980 tonnes de fientes de poules pondeuses correspondant à 28 776 UN et 25080 UP2O5 pour une durée de deux ans à partir de la mise en place des poules pondeuses.

Les fientes reprises seront dirigées vers des installations dûment autorisées à les recevoir, à les transformer puis à les commercialiser.

4.2. - Traçabilité des produits :

L'exploitant tient à jour un registre détaillant, pour chaque enlèvement d'effluents, les informations suivantes :

- date de l'enlèvement ;
- nom, adresse et coordonnées du destinataire ;
- quantité d'effluents en tonnes ;
- nom du transporteur.

Les informations détaillées ci-dessus peuvent également être communiquées à l'exploitant, sous sa responsabilité, par la société prestataire de service.

Le registre tenu par l'exploitant doit être en permanence consultable par les inspecteurs de l'environnement spécialité installation classée pour la protection de l'environnement.

#### **Article 5 : Prescriptions particulières relatives à la sécurité**

5.1. - L'installation électrique doit être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

5.2. - L'établissement doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique).

5.3.- Au plus tard dès son installation, l'exploitant informe le SDIS et la mairie de l'implantation de la défense externe contre l'incendie mise en place dans son exploitation, sauf lorsque celle-ci est constituée par un poteau incendie réglementaire.

5.4. - L'installation classée dispose à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible par les sapeurs-pompiers et visiblement signalé, d'une réserve d'eau d'une capacité utile de 120 m<sup>3</sup> équipée d'une aire de mise en aspiration viabilisée, d'une surface de 32 m<sup>2</sup> au moins, accessible en tous temps et en toutes circonstances.

L'exploitant peut faire valider par le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) des moyens alternatifs de lutte contre l'incendie. À défaut et sauf préconisation plus contraignante du SDIS, les moyens réglementaires repris ci-dessus doivent être installés.

Dans tous les cas, la défense externe contre l'incendie doit être installée avant la mise en œuvre du projet.

#### **Article 6 : Respect des meilleures techniques disponibles**

Au sens de l'article R.515-61 du Code de l'environnement, la rubrique principale et les conclusions sur les meilleurs techniques disponibles relatives à la rubrique principale qui s'appliquent à l'exploitation sont les suivantes :



Désignation des installations	Rubrique de la nomenclature des installations classées	Activité spécifiée à l'annexe I de la directive 2010/75/UE dite « IED »	Conclusions sur les meilleures techniques disponibles
Élevage intensif de volailles ou de porcs : a) Avec plus de 40 000 emplacements pour les volailles b) Avec plus de 2 000 emplacements pour les porcs de production (de plus de 30 kg) c) Avec plus de 750 emplacements pour les truies	3660	6.6 a) b) ou c)	Décision d'exécution (UE) 2017/302 de la Commission du 15 février 2017, établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs

*« L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles (MTD) économiquement acceptables les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau. »*

#### **Article 7 : Prescription relative à la lutte contre la prolifération des insectes**

L'exploitant doit tenir à jour un registre concernant tous les traitements préventifs et curatifs contre la prolifération des mouches.

#### **Article 8 : Prescription complémentaire concernant le pré-séchage**

Le pré-séchage doit se poursuivre durant toute la durée d'exploitation dans les bâtiments P2 et P3.

#### **Article 9 : Prescription relative à la restructuration des bâtiments P2 et P3**

Avant tout mise en place postérieure à celle prévue fin mars 2023, les bâtiments P2 et P3 devront être restructurés avec un nouveau système de séchage.

Un dossier de demande d'examen au cas par cas devra être déposé avant le 15 décembre 2023 au vu des délais de restructuration annoncés par l'exploitant.

#### **Article 10 : Prescription relative au bâtiment P4**

Le bâtiment P4 pour 80 000 emplacements poules pondeuses est en arrêt temporaire d'activité. Il doit être maintenu en bon état et sécurisé.

#### **Article 11 : Autres dispositions**

Cet arrêté modifie l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 décembre 2008 et en remplace l'ensemble des articles.

L'arrêté préfectoral modificatif du 22 janvier 2014 est abrogé.

L'arrêté préfectoral de prescriptions spéciales du 30 janvier 2023 est abrogé.

## **Article 12 : Dispositions communes**

La présente autorisation, accordée sous réserve de droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire.

Elle cesse d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans un délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de trois années consécutives.

Toute transformation de l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier initial, doit faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant doit faire l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suit la prise de possession.

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui sont de nature à porter atteinte à son environnement.

Il doit en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du code du travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

## **Article 13 : Affichage**

Une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Lohuec pour y être consultée ;
- affichée à la mairie de Lohuec pendant une durée minimum d'un mois ;
- affichée, en permanence et de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant ;
- mise en ligne sur le site Internet de la préfecture pendant quatre mois ;

## **Article 14 : Délais et voie de recours**

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

1. dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision à l'exploitant ;
2. dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements.

Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « télérecours citoyens » accessible par le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

## Article 15 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor, le sous-préfet de Guingamp, le maire de Lohuec et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à l'exploitant pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ou de gendarmerie.

Saint-Brieuc, le **21 MARS 2023**

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,



David COCHU